



18 décembre 2015

Le gouvernement vient d'annoncer, à travers le Plan Préfectures Nouvelle Génération (PPNG), la suppression de l'accueil des usagers dans les préfectures et sous-préfectures sous couvert de « rendre aux Français un service de meilleure qualité » et de « simplifier les démarches administratives ».

Il s'agit pour le gouvernement et le ministère de l'intérieur, à travers ce Plan, de supprimer les guichets, de généraliser le recours aux télé-procédures, à des « tiers de confiance » ou de créer des Maisons de service au public (à définir), le contrôle de l'instruction des demandes de titres (permis de conduire, certificats d'immatriculation, cartes d'identité, passeports) étant confié à des plate-formes spécialisées et régionalisées.

En pratique, avec ce Plan les usagers n'auront plus accès au service public de proximité que sont les préfectures et les sous-préfectures, administrations d'Etat par excellence qui contribuent profondément au maintien du lien social depuis plus de deux siècles pour la population, quels que soient le lieu et les moyens de vie des citoyens-contribuables qui ont droit à un égal accès au service public sur l'ensemble du territoire.

Au quotidien, le PPNG vise à dématérialiser le service public et rompre le lien entre les usagers et les agents. Alors que la population n'a pas forcément accès à Internet - et quand bien même se retrouvera isolée face à un écran - c'est en outre faire peu de cas des personnes qui ne maîtrisent pas l'outil informatique.

Dans les faits, ce Plan impacte plus de 2 000 emplois dans les préfectures et les sous-préfectures de l'Hexagone et des outre-mers, et près de 300 dans les administrations de la Préfecture de Police à Paris. 1300 emplois seront purement et simplement supprimés, 700 seront redéployés sur les plate-formes (environ 35 escomptées) ou en renforcement des quelques services résiduels. De plus ce sont les agents de catégorie C et ceux des sous-préfectures qui feront les premiers les frais de cette restructuration, les postes impactés correspondant principalement à des postes de guichets.

Il s'agit donc d'un véritable plan social masqué sous la façade de la « nouveauté » et de la « simplification ». Ce Plan a un coût économique, social et humain, tant pour la population que les agents et le service publics.

C'est pourquoi la CGT dénonce avec force ce Plan de préfectures dites de « nouvelle génération » : il n'est pas question de laisser faire sans réagir. Elle appelle d'ores et déjà les agents des préfectures et des sous-préfectures, les fonctionnaires du ministère de l'intérieur, les usagers et les citoyens à se faire entendre pour arrêter ce Plan qui n'a d'autre objectif que de casser le service public de proximité et détruire des emplois sur l'autel de la rentabilité.

Contacts presse

☎ 06 16 36 17 45 / 06 92 29 93 76  
✉ [prefectures@cgt.fr](mailto:prefectures@cgt.fr)